



# larzac

## totes los que volon viure al pais

Larzac, quatre ans de lutte. Un affrontement si long qu'on finit par croire qu'il n'évolue guère, que le face à face se prolongera indéfiniment. Aujourd'hui pourtant deux faits donnent à penser que l'on va vers une confrontation décisive : l'enquête parcellaire (le préfet de l'Aveyron annonce son début pour février) et une tranchée d'adduction d'eau dans la zone d'extension du camp (à travers la RN 9) : les paysans qui la creusent ont été frappés par les gardes mobiles, trois d'entre eux ont été convoqués devant le juge d'instruction. Deux durcissement donc : celui du pouvoir, celui aussi des paysans.

L'enquête parcellaire est destinée à permettre la vérification, par les paysans expropriés, de la superficie des parcelles, de leur numéro de cadastre. Elle dure de 15 à 30 jours. Au terme de cette enquête, le préfet pourra faire prononcer l'ordonnance d'expropriation dans un délai de 6 mois maximum. L'armée devenant aussitôt propriétaire.

Au lendemain du grand rassemblement des 16, 17, 18 août au « rajal del gorp », il apparaissait que dans l'hiver suivant se jouerait la phase décisive du conflit. Juridiquement, le 21 juin, le tribunal administratif de Toulouse rejette le recours des 103 contre la déclaration d'utilité publique. Techniquement, l'armée a entrepris des aménagements qui montrent clairement qu'elle est déterminée à obtenir l'extension ; d'ailleurs elle « déborde » de plus en plus du camp pour intimider et pour bien montrer qu'il lui est trop petit (le 13 juin, un missile s'est perdu et s'est écrasé dans un camping à 20 kms). Politiquement, après la grande solidarité de la fête de la moisson, les paysans se retrouvent seuls sur le plateau.

L'armée tient au Larzac. Rien dans le contexte actuel ne laisse croire qu'elle soit tentée de céder. L'Appel des Cent, Draguignan, Karlsruhe ont mis l'armée en cause dans sa fonction, dans son fonctionnement. Elle subit un échec dans sa politique répressive au procès de Draguignan. Difficile de se permettre une nouvelle reculade. Retour à l'atlantisme, rapprochement avec l'OTAN ; on manoeuvre en commun, on prête (on loue plutôt) des camps aux armées alliées. Il faut de la place.



Les Marines sont à Canjuers : l'occitanie ressemble sans doute un peu aux rives du golfe persique. Plus ça sera désert et plus ça ressemblera. Expropriions !

L'armée tient donc à son projet et compte sur l'affaiblissement du soutien dont bénéficiaient les

paysans pour régler l'affaire. Le succès de la fête de la moisson n'a pas empêché les paysans du Larzac d'en saisir les limites voire les dangers. Ils n'ont que faire, expliquent-ils, d'un « festival ou d'un pèlerinage ». La fête de la moisson marque la fin de la phase d'information et de popularisation. Une phase plus offensive commence dans la ligne de plusieurs actions déjà entreprises. La construction sans permis de construire de la bergerie de la Blaquièrre, le labour de terres de non résidents en décembre 1973, puis de terrains militaires (cet été), l'occupation de Jaça nova, puis des Truels, toutes ces actions entrent dans ce que les paysans appellent la « squatterisation plateau ».

### affrontement direct

Ces initiatives ont permis de faire céder l'armée ponctuellement : aux Truels, les parachutistes ont évacué la ferme. Face à l'attitude offensive des paysans le pouvoir devient clairement répressif. Pour la première fois, les gardes mobiles sont intervenus contre les paysans qui pour tant s'en sont tenus à une attitude strictement non violente jusqu'à présent. Après l'échec des tentatives de division (offres d'achat individuels, promesses de réinstallation...), l'affrontement devient

direct.

Il faut fane échouer le pari sur l'isolement des paysans. Deux atouts—la liaison entre les paysans et le mouvement de soutien s'est améliorée. De part et d'autre il a fallu évoluer, dépasser méfiances et à priori. Les paysans—travailleurs ont été le relais essentiel de ce changement. L'impact de la lutte dans la région et les environs immédiats s'est accru (ça n'a pas été le plus facile).

Le Larzac apparaît comme le point fort d'une lutte globale contre la liquidation d'un pays à laquelle l'armée, comme le tourisme de luxe, contribuent. On parle d'ailleurs d'entente entre l'armée et des promoteurs : une bergerie ça peut faire une cible, mais aussi une résidence secondaire du meilleur goût ! La dimension occitane de la lutte s'affirme donc, en particulier à travers le comité millavois. Autour des 103, il y a tous ceux qui refusent la destruction d'une identité culturelle, d'un langage populaire, qui refusent l'exode : « *totes los que volon viure al pais* ».

## une campagne

C'est dans le développement des luttes contre la liquidation économique, le chômage et l'exode que se manifeste une solidarité offensive qui n'est plus un simple soutien mais la participation à une même lutte : la victoire comme la défaite seront celle de tous. L'enjeu est donc lourd et l'issue proche. La mobilisation est urgente. Concrètement on peut continuer à

acheter des parts de GFA (1). Surtout il faut reconstituer ou renforcer les comités-Larzac : leur tâche, dès maintenant, est de faire connaître la situation sur le plateau pour permettre une mobilisation efficace. Sur la région parisienne, le comité Larzac, soutenu par de nombreuses organisations (PSU, PLC, Lutte occitane) a entrepris une campagne d'information sur les développements récents, de façon à pouvoir dès l'ouverture de l'enquête parcellaire faire apparaître le soutien dont bénéficient les paysans du Larzac.

Il ne s'agit pas de se préparer à enterrer le Larzac. Les paysans sont entrés dans l'illégalité et ont su garder l'initiative. Aujourd'hui ils sont déterminés à rester et à continuer la squatterisation, quelles que soient les décisions du pouvoir. Aux Truels ils ont fait reculer l'armée, aidons les à la faire céder.

1) écrire : comités de sauvegarde — chambre d'agriculture, route de Moyrazes — 12009 Rodez : chèque au nom de Maître de Roque-Taïttade — notaire, avec la mention au dos « pour le GFA Larzac-un ».

Autres adresses : Comité Millavois de soutien aux paysans du Larzac. Coopérative agricole, rue de Glossop — Millau. Comité Larzac-Paris chez TMS, 5 bis rue de l'Abbaye — 75006 — Paris.